



Zoom

## INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

### Indice des prix des produits alimentaires

- ↘ production agricole : - 0,9 %
- ↘ IPAMPA\* : - 0,6 %
- ↗ production agroalimentaire : + 0,7 %
- ↗ consommation alimentaire : + 0,9 %

\*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (3<sup>e</sup> trimestre 2019)

### Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

- ↗ solde commercial français : 1 902 M€
- ↘ solde commercial Hauts-de-France : - 91 M€ (3<sup>e</sup> trim. 2019)

↗ Cours du baril de pétrole Brent : 64,83 \$  
+ 9,9 % sur un trimestre (14/01/2020)

↗ Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,11 \$  
+ 0,8 % sur un trimestre 14/01/2020

↗ Croissance du PIB : + 0,6 % (3<sup>e</sup> trim. 2019)

↘ Déficit budgétaire : - 2,5 % du PIB

↗ Dette publique : 100, 4 % du PIB  
(3<sup>e</sup> trim. 2019)

## COMPTES PRÉVISIONNELS DE L'AGRICULTURE : une année 2019 en demi-teinte

En 2019, la valeur de la production agricole française atteint près de 75 Md€ soit 1,5 Md€ de moins qu'en 2018. Cette baisse de 2 %, principalement imputable à une vendange historiquement faible, pourrait être plus nuancée dans les Hauts-de-France.

### La valeur des productions végétales recule de 4,8 % en 2019

La baisse de la production viticole (-13,5 %), due à des conditions climatiques défavorables, explique en grande partie ces résultats. Les récoltes diminuent aussi pour les oléagineux et les betteraves (baisse des surfaces à la suite de la chute des prix du sucre). La filière céréalière affiche, quant à elle, une bonne récolte (+ 13,6 %) qui contrebalance l'importante baisse des prix (- 11,4 %) dans un contexte de production mondiale abondante. La situation est également positive pour la filière pommes de terre sous les effets conjugués d'une hausse des volumes (+ 7 %) et de prix toujours supérieurs à la moyenne quinquennale malgré un repli en fin d'année.

### La valeur des productions animales augmente de 2,4 %

Un regain essentiellement lié à la remontée des cours du porc (+ 18,1 %) dynamisés par la peste porcine africaine : les exportations

françaises de viande porcine vers la Chine sont en hausse de 70 % en 2019. Les cours du lait sont également orientés à la hausse (+ 3,5 %) et bénéficient d'un repli de la production laitière mondiale (en particulier en Argentine et en Australie) et d'une demande dynamique (notamment pour les poudres de lait et le beurre). Enfin, pour les volailles et les œufs, la hausse des prix (+ 1,9 %) ne suffit pas à compenser une réduction des volumes produits (- 3,2 %).

### Une augmentation limitée des consommations intermédiaires

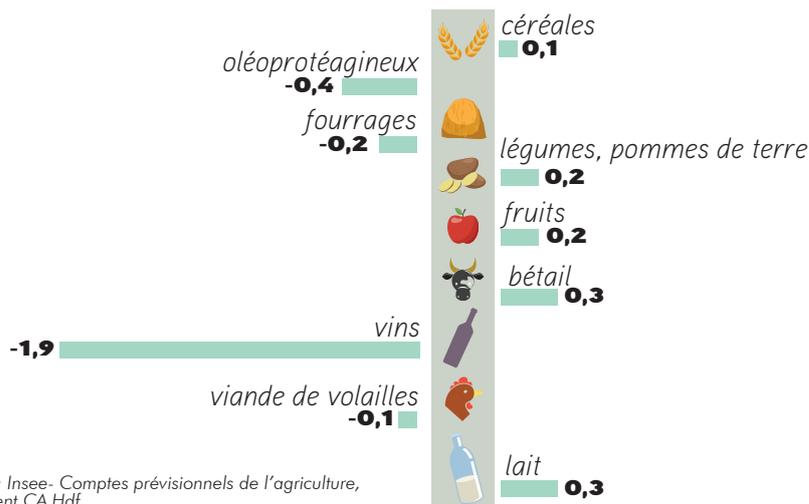
Les achats de biens et de services par les agriculteurs sont relativement stables principalement grâce à une baisse des prix de l'énergie et des volumes d'engrais et d'aliments pour animaux.

### Au final, des résultats économiques en baisse

Ces différentes évolutions entraînent une baisse de l'ordre de 5,6 % de la valeur ajoutée brute. En outre, l'emploi agricole, en particulier l'emploi non salarié, continue de diminuer (- 0,4 %). A noter cependant : bien que les résultats économiques soient en baisse sur l'année 2019, ils restent supérieurs aux résultats enregistrés en 2017 tant pour la valeur de la production agricole (+ 3,6%) que pour la valeur ajoutée brute (+ 4,4 %). Par ailleurs, la faible spécialisation des Hauts-de-France en viticulture et le dynamisme de la filière pommes de terre préfigurent de meilleurs résultats pour la région. A confirmer en milieu d'année avec la publication des comptes régionaux.

### Une baisse de 1,5 Md€ de la production agricole française en 2019

Contribution des productions à l'évolution du chiffre d'affaires agricole français entre 2018 et 2019 (en Md€)



Source : Insee - Comptes prévisionnels de l'agriculture, Traitement CA HdF

# FONCIER AGRICOLE : un dynamisme du marché foncier contrasté en 2018 entre le national et régional

En 2018, les tendances observées au cours des dernières années sur les marchés fonciers ruraux se confirment. Les évolutions du monde agricole, telles que la baisse du revenu des agriculteurs ou la crise de l'élevage, se reflètent sur l'évolution du prix des terres.

## Un marché français des terres dynamique et des prix relativement stables

Avec plus de 90 200 transactions pour 404 400 hectares, le marché foncier agricole est relativement dynamique en 2018.

Les prix des terres libres sont quasi stables sur l'année (+ 0,1 %) et se fixent à 5 990 €/ha. L'évolution du prix des terres louées, qui représentent 51 % des surfaces vendues (contre 37 % en 1993), est également modeste bien qu'un peu plus prononcée (+ 1,1 % ; 4 740 €/ha).

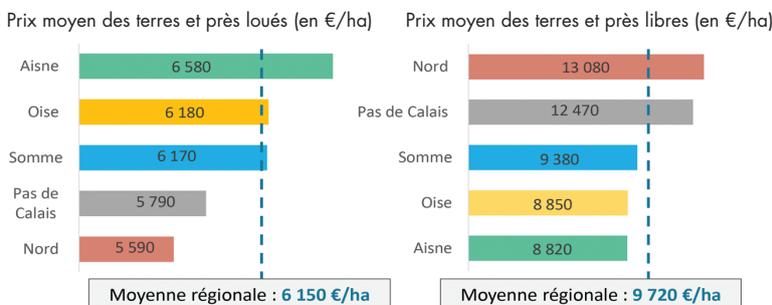
Le ralentissement de la hausse des prix des terres s'explique « mécaniquement » par l'augmentation des surfaces à la vente (+ 7,9 % pour les terres libres et + 4,5 % pour les terres louées).

Une situation dynamique en 2018 à relativiser quelque peu au regard de la combinaison de plusieurs effets contraires. Sur les dernières années, l'incertitude générée par la volatilité et la baisse des revenus modère les acquisitions. En même temps, cet effet est, néanmoins, nuancé par la baisse des taux d'intérêt qui soutient la demande en incitant les acquéreurs à emprunter pour acheter.

De plus, ces niveaux de prix recouvrent des évolutions contraires entre systèmes de production. Les zones de grandes cultures ont, en effet, vu leurs prix progresser de 1,8 % (7 540 €/ha) tandis que les prix dans les zones d'élevages reculent de 2 % (4 580 €). Cet écart moyen de près de 3 000 €/ha reflète la chute des résultats des éleveurs et le rebond des prix sur les marchés céréaliers.

Comme au niveau national, ces prix moyens régionaux recouvrent d'importantes disparités entre territoires. Le Nord et le Pas de Calais arrivent en tête des départements pour le prix des terres libres avec des terres dépassant les 12 000 € l'hectare soit plus du double de la moyenne nationale. Ces deux départements sont aussi ceux où la surface agricole (SAU) a le plus diminué depuis 2010 (-0,9 % contre - 0,6 % pour l'ensemble des Hauts-de-France). Concernant les terres louées, les prix sont les plus élevés dans les départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme où le fermage représente plus de 91 % de la SAU (contre respectivement 86 % et 89 % pour le Nord et le Pas de Calais).

## Des disparités entre départements



Sources : SAFER, traitement CA Hdf

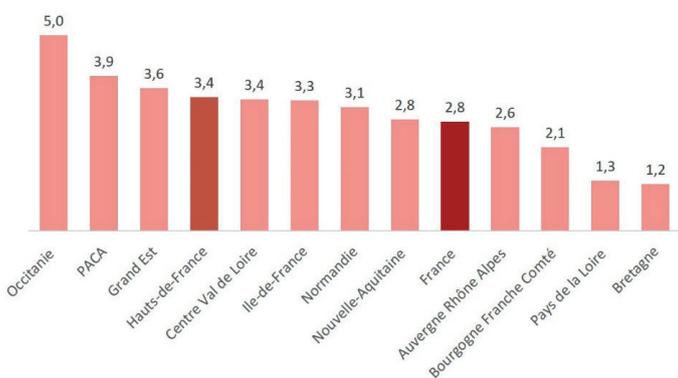
Par ailleurs, les écarts croissants de prix entre systèmes de production sont également perceptibles dans la région. Si des zones d'élevage comme la Thiérache (- 2 %) voient leur prix diminuer, les prix de zones de grandes cultures comme le Cambrésis (+ 6 %) progressent.



## Une augmentation des surfaces vendues mais un marché qui reste fermé dans les Hauts-de-France

Cette année encore, les Hauts-de-France se classent au 2<sup>ème</sup> rang des régions françaises pour le prix moyen des terres et prés libres avec 9 720 €/ha, soit une hausse de 3 % par rapport à 2017. Ces niveaux s'expliquent, en partie, par la rareté des terres disponibles à la vente et le caractère « fermé » du marché foncier régional. En effet, le taux d'ouverture (ratio entre les surfaces vendues et la surface agricole) n'est que de 1,05 % dans la région contre 1,54 % en France. Par ailleurs, si on compare le chiffre d'affaires généré par un hectare, en Hauts-de-France, il faut en moyenne 3,4 années pour acquérir un hectare contre 2,8 années en France.

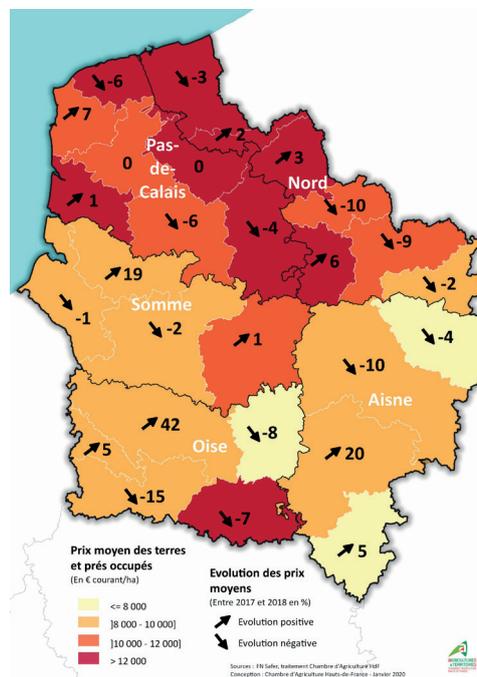
## Les Hauts-de-France en 4<sup>ème</sup> position pour le nombre d'années nécessaires à l'acquisition d'un hectare



Sources : SAFER, Agreste – Comptes de l'agriculture, traitement CA Hdf

## Des prix régionaux élevés recouvrent d'importantes disparités entre territoires

Prix moyens (en € courant/ha) et évolution du prix (en %) des terres et prés libres dans les Hauts-de-France.



Sources : SAFER, traitement et cartographie CA NPDC

# MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE : de profondes mutations au cours des dernières années

L'étude du ministère de l'agriculture sur la transformation des emplois et des activités agricoles en France, fait apparaître deux grandes tendances structurelles : une diversification de la main-d'œuvre agricole et un recul marqué des modèles d'exploitation « familiaux ». Des tendances également observables à l'échelle des Hauts-de-France.

## Une hausse de l'emploi agricole salarié au détriment de la main d'œuvre familiale

La main-d'œuvre sur les exploitations françaises représentait 711 000 emplois équivalents temps-plein (ETP) en 2016 contre environ 950 000 en 2000. La France a donc perdu 1/4 de sa main d'œuvre agricole en 15 ans.

Ces chiffres masquent toutefois de fortes différences entre types de main d'œuvre et de production. Si, en 2016, **la main-d'œuvre familiale représente encore 2/3 du volume de travail effectué** sur les exploitations, elle affiche une baisse de 34 % depuis 2000. A contrario, le volume de travail salarié est en hausse, essentiellement grâce à une baisse relativement modérée de l'emploi permanent (- 4,5 %) et au **recours croissant à la main-d'œuvre externe** (ETA, CUMA, Groupement d'employeurs), multipliée par 3 sur la période.

A noter également, d'importantes différences entre secteurs. Le volume de main-d'œuvre familiale dépasse les 85 % dans les exploitations en bovin viande, bovin lait ainsi qu'en grandes cultures. A l'inverse, en maraîchage et en horticulture, la main-d'œuvre familiale représente moins de 30 % du travail effectué sur l'exploitation.

## Des évolutions diverses entre types d'exploitation

L'analyse menée dans le cadre de cette étude permet d'identifier 5 types d'exploitation en fonction du type de main d'œuvre qu'elles privilégient et met en avant des trajectoires radicalement différentes.

Ainsi, bien qu'elles représentent encore 72 % des exploitations agricoles françaises, **les exploitations s'appuyant principalement sur une main-d'œuvre familiale** enregistrent une baisse de 37 % depuis 2000. A l'inverse, **les exploitations où les salariés permanents effectuent plus de 2/3 du travail** (type « salariés prépondérants ») sont en progression de 23 %. Enfin, on note la très forte progression **des regroupements d'exploitants** (+ 79 % pour les exploitations de type « exploitants associés ») et **des exploitations recourant de manière importante à l'externalisation du travail** auprès d'entreprises de travaux agricoles (+ 53 % pour les exploitations de type « délégation »).

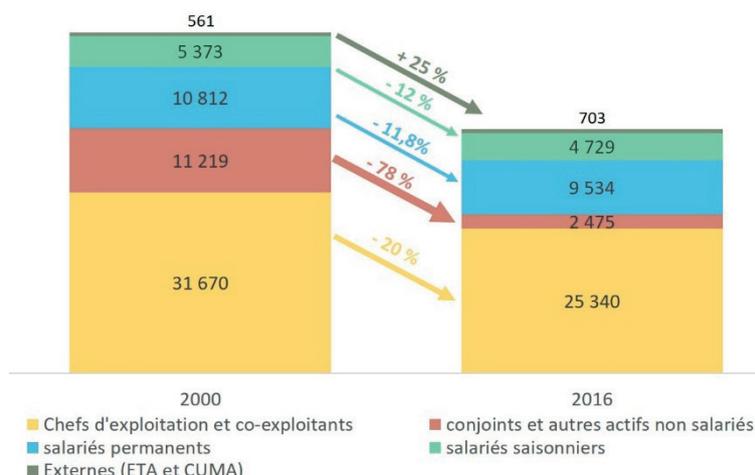
Ces résultats confirment que les chefs d'exploitation **travaillent moins en famille en recourant davantage à la main-d'œuvre extérieure et se tournent de plus en plus vers de nouvelles formes d'organisation du travail** (regroupements d'exploitants, sous-traitance...).

## Des évolutions de la main d'œuvre comparables dans les Hauts-de-France

Une comparaison des résultats du recensement agricole de 2000 et du bilan annuel de l'emploi agricole 2016 permet de confirmer ces tendances à l'échelle des Hauts-de-France. Ainsi, le volume de travail des conjoints et aides familiaux (en unité de travail annuel : UTA) est en baisse de 78 % (contre - 20 % pour les chefs d'exploitation). En revanche, le volume de travail fourni par les entreprises de travaux agricoles et les CUMA en région progresse de 25 % sur la même période.

### Une main-d'œuvre agricole régionale en baisse de 28 % entre 2000 et 2016.

Evolution de la main-d'œuvre des exploitations des Hauts-de-France entre 2000 et 2016 (en UTA)



Source : Agreste : RA 2010, BAEA 2016, Traitement CA Hdf

### Une baisse moyenne de 28 % du nombre d'exploitations françaises entre 2000 et 2016

Typologie des exploitations françaises en fonction de la mobilisation de la main d'œuvre et évolutions entre 2000 et 2016.

Type	DÉLÉGATION	EXPLOITANTS ASSOCIÉS	SALARIÉS PRÉPONDÉRANTS	FAMILLE AVEC SALARIÉ-S	FAMILLE OU EXPLOITANT SEUL
Composition & évolution	+53 %	+79 %	+23 %	-2 %	-37 %
Chiffres clés	En 2016 • 5,5 % de la prod. • 4,6 % des UTA • 6,6 % des ex.	En 2016 • 6,7 % de la prod. • 5,7 % des UTA • 3,2 % des ex.	En 2016 • 14,4 % de la production • 18,1 % des UTA • 5,8 % des exploitations	En 2016 • 23,8 % de la production • 20,5 % des UTA • 12,6 % des exploitations	En 2016 • 49,6 % de la production • 51,1 % des UTA • 71,8 % des exploitations

Source : Agreste : RA 2010, ESEA 2016, traitement INP-ENSAT et CEP

Note de lecture : En 2016, les exploitations de type « famille avec salariés » représentent 12,6 % des exploitations françaises et comptent pour 20,5 % du volume de travail et 23,8 % de la production. Elles affichent une baisse de 2 % entre 2000 et 2016.

## Économie

**Des prévisions d'emploi optimistes pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2020.** D'après le baromètre de ManpowerGroup, les prévisions d'embauches nettes sont en hausse de 7 % dans l'ensemble de la France et de 5 % dans la partie nord du pays.

**Lille est la 7<sup>ème</sup> ville française pour le nombre d'emplois créés entre 2014 et 2018.** Selon le baromètre 2019 des métropoles françaises Arthur Loyd, plus de 8 000 emplois ont été créés dans le secteur privé sur la période, soit une hausse de 7,7 %.

**2/3 des entrepreneurs de la région se déclarent impactés par les grèves.** D'après l'enquête menée par la CCI Hauts-de-France début décembre, le chiffre d'affaires de ces entreprises serait en baisse de 22 % sur la période.

**La région des Hauts-de-France a gagné 81 900 habitants entre 2007 et 2017** soit une hausse annuelle moyenne de 0,1 %. D'après l'Insee, qui a publié fin décembre les nouvelles populations légales, la région compte 6 004 000 habitants en 2017 et se classe au 3<sup>ème</sup> rang des régions françaises les plus peuplées derrière Ile-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes.

**Les investissements des exploitations en hausse en 2018 pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 2012.** D'après les données du RICA, les investissements atteignent 27 400 € en moyenne par exploitation (+ 9 % par rapport à 2017).

## Filières

**La France retrouve sa 1<sup>ère</sup> place au classement 2018 des filières laitières les plus compétitives** devant les Pays-Bas. L'étude de FranceAgriMer alerte cependant sur la dégradation des avantages comparatifs français dans un contexte international de plus en plus compétitif, comme en témoigne l'érosion progressive du solde commercial pour les produits laitiers.

**Les producteurs de betteraves enregistrent un déficit pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive.** D'après la CGB, la perte moyenne s'élève entre 300 et 500 €/ha en 2019. Ces résultats s'expliquent par des rendements plutôt faibles conjugués à un recul des prix.

## Agroalimentaire

**Méo-Fichaux construit un nouveau bâtiment de 4 000 m<sup>2</sup> sur son site de La Madeleine (59).** Cet investissement devrait permettre au

torréfacteur (240 salariés) de booster sa production de capsules. 10 nouveaux salariés devraient prochainement être recrutés.

**Le MIN de Lomme se transforme en Euralimentaire** et devient un nouveau pôle d'excellence dédié aux produits frais, locaux, de saison et à leur logistique. D'ici 2023, Euralimentaire prévoit la création de 500 emplois supplémentaires.

**Nestlé cède partiellement Herta à l'entreprise Casa Tarradellas.** Le groupe espagnol possède désormais 60 % de l'usine de Saint-Pol-sur-Ternoise (62) employant près de 1 200 salariés.

**Agro-Sphère et le pôle des industries alimentaires (PIA) fusionnent** et créent l'association régionale des entreprises alimentaires Hauts-de-France. Cette nouvelle structure sera le relais de l'Ania (Association nationale des industries alimentaires).

**Légumes : construction de la légumerie de Saint-Martin-lez-Tatinghem (62).** Opérationnel à partir de juin 2020, l'établissement travaillera avec les producteurs locaux et fournira environ 600 T de légumes par an aux collectivités.

**L'entreprise Tea Together basée au Touquet (62) est déjà impactée par le Brexit.** La PME, qui réalise 35 à 40 % de son chiffre d'affaires avec le Royaume-Uni subit de plein fouet la chute de la livre sterling et a perdu entre 150 000 et 200 000 € de marge au cours des 3 dernières années.

**Carrefour et Herta signent un accord** afin de revaloriser les tarifs du porc. Cet accord concernera près de 8 000 tonnes de produits par an.

**Grève illimitée dans l'usine Cargill à Haubourdin (59)** afin de s'opposer au plan de suppression de 183 postes. L'entreprise américaine souhaite, en effet, abandonner son activité d'extraction d'amidon et se concentrer sur son activité de transformation d'amidon en ingrédient industriel.

**L'investisseur Ardian acquiert une participation dans l'entreprise NUTRIPACK basée à Flines-les-Raches (59).** Cet investissement va aider le groupe nordiste à développer son offre d'emballages éco-responsables (réutilisables, biosourcés...)

**L'investisseur Ardian achète CERELIA implantée à Lievin (62).** L'entreprise, spécialisée dans la fabrication de pâtes ménagères, est leader sur de nombreux marchés européens.

**La startup 100% française Ynsect souhaite construire une ferme usine** dans la zone

industrielle d'Amiens (80) d'ici 2021. La société, spécialisée dans la production de protéines d'insectes, ambitionne de créer 80 emplois.

**La Chips Française s'installe dans le Soissonnais (02)** où 2 fils d'agriculteurs lancent une production artisanale de chips dans un atelier de 400 m<sup>2</sup>. 2 ou 3 emplois pourraient être créés pour assumer des tâches de production et de livraison.

**InnovaFeed et Itapollina ont signé un accord de partenariat** visant à développer et mettre sur le marché des engrais et biostimulants à base d'ingrédients dérivés d'insectes. Ce partenariat se traduit par la mise en œuvre d'un programme de R&D conjoint et par la commercialisation d'un engrais 100 % naturel et durable développé à partir de frass d'insectes qui sera produit à Nesle.

**Arc Food Invest investit 1,4 M€** afin de renouveler ses machines. La société, spécialisée dans les pizzas industrielles pour la grande distribution (Rancourt 80) avait été reprise par Som'Baker en 2018.

**La Franco Argentine a obtenu le label PME+** de la Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France. La PME de Sains-Richaumont (02) produit de la confiture de lait et du caramel. 95 % de ses contenants sont recyclables, et elle a lancé une gamme de confitures de lait bio et un caramel vegan au lait de coco.

## Transport et logistique

**Une année 2019 très positive pour le port de Dunkerque.** Avec 53 Mt de marchandises, le trafic annuel progresse de 3 % par rapport à 2018. Après avoir investi 42 M€ en 2019, le port devrait poursuivre son programme d'investissements en 2020 avec 38 M€.

## Distribution

**Carrefour acquiert 60 % des parts de Dejbox.** La start-up lilloise (145 salariés) livre des repas aux salariés sur leur lieu de travail. L'opération devrait permettre à Carrefour de renforcer sa position sur le commerce alimentaire en ligne.

**Environ 500 collaborateurs d'Auchan potentiellement concernés par un plan de départ volontaire.** Le groupe nordiste, pourvoyeur de 75 000 emplois en France, enregistrait en 2018 une perte nette de 1,1 Md€.